

Objet : Autorisation de voirie Règlementation de la circulation

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **l'Entreprise SARL ALIZE DEMENAGEMENT**

en date du **14 02 2020** et par laquelle elle sollicite **l'autorisation de faire stationner un camion de déménagement au droit du n° 2 Bis Rue des Aires**

afin de procéder **au déménagement de M. MAIGRET**

A R R E T E

Article 1 **l'Entreprise SARL ALIZE DEMENAGEMENT**

domiciliée à **SAINT-ETIENNE – 29 rue Désiré Claude**

est autorisée à **faire stationner un camion de déménagement au droit du n° 2 Bis Rue des Aires**

afin de procéder **au déménagement de M. MAIGRET**

Article 2 La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.

Article 3 La voie publique pourra être occupée **les 21 et 22 Avril 2020, de 7 h 00 à 18 h 00** au regard du **n° 2 bis rue des Aires - des places de stationnement seront réservées et interdites au stationnement de tout autre véhicule, pour permettre le stationnement du camion de déménagement.**

Article 4 les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.

Article 6 Dès l'achèvement du déménagement, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.

Article 7 Le permissionnaire supportera sans indemnités la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 8 La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.

Article 9 Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 10 L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Publiée en Mairie

Notifiée à l'intéressé(e)

Pour le Maire empêché,

**Le 1^{er} Adjoint,
Guy LAURET.**

